



Hollman Morris, la vérité à contre-courant

COLOMBIE • Au péril de sa vie, le reporter et directeur de l'émission «Contravia» donne la parole aux victimes de la guerre civile.

MARC MENICHINI

Un «Témoin indésirable». Deux mots qui sonnent juste devant l'engagement et le combat du journaliste colombien Hollman Morris. C'est aussi le titre du documentaire que son ami, le réalisateur suisse-colombien Juan José Lozano, a consacré au travail acharné de ce défenseur des droits humains. A l'occasion de la première mondiale du film au Festival Visions de Réel¹, Hollman Morris s'est arrêté à Nyon pour parler de «Contravia»² (A contre-courant), son émission télévisée maintes fois primée.

Diffusé de manière aléatoire, faute de moyens, ce programme de reportages traite depuis 2003 des questions les plus sensibles de la Colombie contemporaine. Le conflit interne y tient donc une place importante. «Contravia» n'hésite pas à dénoncer des crimes souvent ignorés des médias et minimisés par le pouvoir.

Aussi l'émission suscite-t-elle critiques et menaces des paramilitaires et de certains politiciens. La dernière en date: une menace de mort qui a contraint Hollman Mor-

ris à quitter temporairement le pays. Un exil synonyme de défaite pour ce reporter qui vit de ses voyages et de ses rencontres dans les contrées les plus reculées.

De ces régions, devenues véritable champ de bataille, Morris rapporte les précieux témoignages des victimes: les déplacés et les familles des disparus mais aussi les minorités ethniques et les paysans de la coca. «Contravia» offre ainsi à l'ensemble du pays les seules images et les voix d'une guerre complexe dans laquelle le gouvernement peine à assumer ses responsabilités.

Loi du silence médiatique

«Cinquante députés du parti du président Alvaro Uribe sont actuellement emprisonnés ou en procès pour leurs liens avec les narcotrafiquants», fustige le journaliste. Pas plus tard que mardi, le cousin du président a été arrêté, soupçonné d'avoir été aidé par des paramilitaires pendant la campagne sénatoriale de 2002 (lire ci-dessous). «Le gouvernement ne tolère pas la plus petite des critiques», ajoute Hollman Morris. «En 2005, le président m'a accusé d'être lié à la guérilla. En



Depuis 2003, Hollman Morris filme la guerre civile colombienne. DR

Colombie, ce genre de déclaration peut vous coûter la vie.»

De ce fait, la majorité des journalistes colombiens s'autocensurent. Pas tous, certes. Mais les «courageux», comme Morris, se font rares. «A la télévision, je suis le seul à dénoncer nommément les auteurs de violations des droits de l'homme.» Certains de ses reportages ont conduit à la réouverture d'enquêtes judiciaires. Pour beaucoup, la venue de Hollman Morris signifie qu'il reste encore un peu d'espoir. Mais ses déplacements nécessitent d'importants moyens lui faisant trop souvent défaut.

L'émission survit en partie grâce à la coopération européenne. Ainsi, après huit mois d'interruption forcée, Hollman Morris vient

d'acheter quatre mois d'antenne sur le principal canal public. Soit l'équivalent de seize reportages. Il faut savoir qu'en Colombie, les maisons de production privées achètent les heures de diffusion vendues par le service public. Celles de grande écoute tombent dans l'escarcelle des producteurs de sitcom et de télé-réalité. «Contravia» passe, elle, à 23 h.

«L'audimat ne m'intéresse pas, tranche le journaliste. Je veux plutôt être les yeux et les oreilles de la société.» Car la passivité de ses concitoyens l'inquiète: «Comment la Colombie, face à tant de barbaries, fait-elle pour avancer comme si de rien n'était?», se demande Morris, dans le documentaire de Juan José Lozano. Le reporter serait-il assailli par le doute? «A un moment donné de notre histoire, il y aura une rupture, espère-t-il. Les gens écouteront alors les revendications de cette minorité longtemps ignorée.»

Au péril de sa vie et de celle de sa famille, jamais il ne renoncera. «Le plus simple serait effectivement de me taire, reconnaît-il, mais je ne crois pas que la grandeur de l'homme soit là.» Un jour, le journaliste s'imaginerait être questionné par ses enfants: «Pourquoi n'étions-nous pas une famille normale, me demanderaient-ils. Je leur répondrais que j'étais en train de travailler pour qu'ils mènent une vie moins difficile que la mienne, dans un pays plus juste et démocratique.» I

¹ Témoin indésirable, prix du film suisse le plus novateur, devrait sortir en automne.

² Les archives de l'émission peuvent être vues sur www.morrisproducciones.com. Traduction des propos de Hollman Morris: Isabelle Gattiker et Juan José Lozano.

ALVARO URIBE: SUJET ET MÉDIA À LA FOIS

Dure semaine pour le président colombien. Mercredi, Alvaro Uribe a été contraint de révéler à la presse... ce qu'elle savait déjà: une enquête judiciaire a été ouverte contre lui suite aux dénonciations d'un ex-paramilitaire, qui l'accuse d'être impliqué dans un massacre de paysans en 1997. Au courant de ces investigations, les grands journaux colombiens s'étaient bien gardés d'en informer leurs lecteurs. C'est finalement Alvaro Uribe lui-même qui a décidé de rompre le silence: «Un bandit, qui est condamné, affirme que je l'ai rencontré ainsi que Salvatore Mancuso (chef paramilitaire) en compagnie de plusieurs généraux, pour préparer le massacre d'Aro», a-t-il déclaré à la radio privée Caracol. «Ce bandit affirme que je les (les paramilitaires) ai remerciés soi-disant parce qu'ils avaient libéré six otages et que l'un d'eux était mon cousin» et ajoute que «mon frère Santiago a ensuite amené vingt paramilitaires pour exécuter le massacre». Le massacre d'El Aro, commis par des paramilitaires, secondés par des militaires, a coûté la vie à quinze paysans accusés

d'aider les Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC).

Le président a fait ces révélations au lendemain de l'incarcération de son cousin Mario Uribe, qui avait demandé en vain l'asile politique au Costa Rica. Cet ancien président du Sénat tentait ainsi d'échapper à une enquête sur ses liens avec les groupes paramilitaires.

La chute rocambolique de Mario Uribe constitue un coup très dur pour le président, tant sa carrière est liée à celle de son cousin, l'un des fondateurs avec lui du parti Colombie démocratique, dont la plupart des élus sont désormais emprisonnés. L'actuelle présidente du Sénat et le président d'un parti de la majorité ont d'ailleurs été inculpés ces jours.

La famille Uribe est régulièrement accusée d'être liée au narcotrafic et aux paramilitaires mais n'a jamais été condamnée par la justice. Santiago Uribe a notamment été maintes fois associé à la milice des «Douze apôtres». BPZ/AFP

A cause de la Suisse, l'Afrique s'est retrouvée chocolat

HISTOIRE • Andrea Franc montre comment les industriels suisses du chocolat se sont alliés aux colons pour étouffer la concurrence africaine et cantonner le continent à la production de cacao.

Quand on pense chocolat, on pense toujours à la Suisse et jamais au cacao africain. L'un et l'autre sont pourtant inextricablement liés comme le montre *Wie die Schweiz zur Schokolade kam*¹ (Comment la Suisse est venue au chocolat), paru début avril. «Les immenses montagnes suisses et leurs vaches à lait ont toujours su recaler le cacao», remarque l'auteur Andrea Franc. Et la Suisse, malgré son statut de pays non colonial, était bien présente dans l'Afrique du début du siècle.

Son livre revient sur les débuts du chocolat suisse en Côte d'Or, l'actuel Ghana, à la fin du XIX^e siècle et s'arrête en 1960. Il illustre comment des Suisses ont su établir des relations étroites

avec les colonisés de l'époque et instaurer un commerce prospère... à défaut d'être équitable.

Sans colonies propres, la Suisse faisait pleinement partie du système colonial. A l'image de ses voisins, le pays a associé engagement missionnaire et activités économiques. En 1859, la Mission de Bâle, active en Afrique et en Asie, crée une société commerciale qui se lance dans le commerce colonial typique: importation de biens manufacturés et exportation de matières premières.

C'est la filière en Côte d'Or qui connaîtra le plus grand succès. En 1893, avec l'exportation des deux premiers sacs de cacao, une grande aventure commence: celle de la Suisse et du chocolat africain. Très vite la compagnie suisse s'associe aux Anglais et aux Français pour contrer la concurrence locale grandissante. Les permis d'exporter étaient souvent refusés aux Africains et l'importation de biens manufacturés, nécessaires pour une production à grande échelle, étaient interdits aux locaux. Mais malgré ces barrières, plusieurs documents indiquent que des

centaines de firmes locales ont vu le jour et, avec leur prix avantageux, ont beaucoup exporté. «En faisant peur au cartel des entreprises coloniales, les Africains ont démontré qu'ils pouvaient être de grands entrepreneurs capitalistes, contre les préjugés de l'époque», remarque Andrea Franc.

C'est cela aussi l'histoire du cacao ghanéen. En 1911, la Côte de l'Or se hisse au rang de plus grand exportateur mondial de cacao, place qu'elle - puis le Ghana indépendant - conservera jusqu'aux années 1970. «C'est le pays du cacao au XX^e siècle. Le cacao a toujours été le premier produit d'exportation de la colonie comme de l'Etat indépendant», continue M^{me} Franc. Pendant la première guerre, environ 80% du cacao utilisé dans la confection du chocolat en Suisse venait de la Côte d'Or. Aujourd'hui encore, une grande partie du cacao suisse reste d'origine ghanéenne.

RICHARD ETIENNE/INFOSUD

¹ Andrea Franc, *Wie die Schweiz zur Schokolade kam*, Basler Beiträge zur Geschichtswissenschaft, Basel, 2008.

GENÈVE

TIERRA INCOGNITA Détenus politiques au Mexique

ONG de défense des droits humains basée à Mexico, le Comité Cerezo est né en 2001 pour venir en aide à trois militants politiques zapatistes accusés de subversion. Aujourd'hui, le groupe apporte son appui juridique et politique à de nombreuses personnes incarcérées pour des motifs politiques. De passage en Suisse, Elizabeth Martínez et David Luna, deux membres actifs du Comité Cerezo, seront lundi soir (19 h) au Centre culturel Tierra Incognita (6, Charles-Humbert, 1205 Genève). Leur intervention sera agrémentée d'une projection et d'un débat (fr.-esp.) animé par Marielle Tonossi, juriste et ex-volontaire des Peace Brigade International au Mexique. BPZ

MAISON DES ASSOCIATIONS

Menace militaire sur les communautés zapatistes?

Les bruits de bottes résonnent à nouveau avec insistance dans le Chiapas. Observateur avisé du sud-est mexicain, proche du mouvement zapatiste de libération nationale, le sociologue mexicain Ernesto Ledesma Arronte vient à Genève mercredi pour alerter ONG et organisations internationales sur la militarisation croissante du Chiapas sous le mandat du président Felipe Calderon.

Placé sous la protection d'Amnesty International après plusieurs menaces de mort, M. Ledesma dirige le CAPISE, un centre d'analyse socio-politique et de défense des droits humains, basé à San Cristobal de las Casas (Chiapas), qui forme et soutient les observateurs des droits humains se rendant régulièrement dans les communautés indigènes autonomes. A Genève, le militant mexicain donnera une conférence publique le mercredi 30 avril au soir à la Maison des associations (salle Steve Biko, Savoises 15, 19 h 30). BPZ

SALON DU LIVRE

L'environnement, victime de la guerre

L'institut de recherche pour la paix GIPRI sera présent au Village alternatif du Salon du livre lors de deux débats. Vendredi 2 mai, la discussion «L'environnement, victimes des guerres» (14 h 15-15 h 30) regroupera notamment le président du GIPRI Jacques Diezi et son directeur Gabriel Galice. Ce dernier sera également sur l'estrade, le samedi 3 mai (11 h 30-12 h 45) pour débattre de la situation en Irak, en compagnie de la diplomate Ahlam Al-Gailani, attachée à la mission auprès de l'ONU, et Yvonne Jänchen, cheffe du projet Babylone au GIPRI. BPZ

MAISON DES ASSOCIATIONS

Où va le Venezuela?

Cinq mois après l'échec de la réforme constitutionnelle, le processus bolivarien est-il bloqué? L'ancienne ministre du Travail Blanca Portocarrero livrera lundi soir à Genève¹ son analyse sur les transformations en cours dans son pays. Actuelle ambassadrice de la République bolivarienne du Venezuela à Berlin, juriste et sociologue de formation, M^{me} Portocarrero sera entourée du sociologue genevois Jean Ziegler et de l'ancien représentant de la Confédération à Caracas, Walter Suter. BPZ

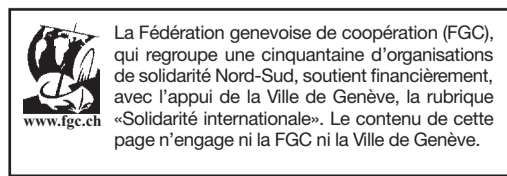
¹ Lundi 28 avril à 19 h 30, Maison des associations, salle Chico Méndez, 15, rue de Savoises, 1205 Genève.

MAISON DES ASSOCIATIONS

Soixante ans de colonisation israélienne

Six décennies après la création de l'Etat d'Israël, la notion de «droit au retour» des descendants de Palestiniens expulsés de leurs terres demeure parmi les questions les plus sensibles du conflit du Proche Orient. Dans le cadre de sa campagne, «1948 - 2008: Palestine colonisée, peuple dépossédé», le Collectif Urgence Palestine a invité dimanche 27 avril, à Genève¹, Mahmoud Zeidan, cofondateur d'Aidoun, réseau de défense des droits de réfugiés palestiniens au Liban, Souhad Bishara, avocate et coordinatrice d'ADALAH, une ONG de défense des droits de la minorité arabe en Israël, et Hanna Swaid, député au Parlement israélien, ayant travaillé à la réinstallation de personnes expulsées. BPZ

¹ Maison des associations, s. Gandhi, 15 Savoises. 18h.



La Fédération genevoise de coopération (FGC), qui regroupe une cinquantaine d'organisations de solidarité Nord-Sud, soutien financièrement, avec l'appui de la Ville de Genève, la rubrique «Solidarité internationale». Le contenu de cette page n'engage ni la FGC ni la Ville de Genève.